

# La papeterie Arjowiggins de Wizernes n'a jamais été aussi proche de la reprise

Une étape clef dans le processus de reprise de la papeterie de Wizernes, à l'arrêt depuis 2015, vient d'être franchie. Le groupe Sequana, propriétaire du site, accepte de vendre au repreneur potentiel.

PAR MARION CLAUZEL  
marion.c@voixdunord.fr

**WIZERNES.** Avec l'essor du e-commerce, le marché du papier pour cartons ondulés est aujourd'hui en fort développement. Henri Bréban, industriel papeter, par ailleurs PDG de la société Express Packaging à Arques, a décidé de créer la société Wizaper pour reprendre l'outil de production existant sur le site de Wizernes. La papeterie Arjowiggins

**« Ce territoire qui croit et vit de l'industrie veut continuer à vivre de l'industrie. »**

FRANÇOIS DECOSTER

de Wizernes qui perdait de l'argent est en effet à l'arrêt depuis juin 2015, sur décision du groupe papeter Sequana. Un premier projet de reprise, porté par un ancien directeur du site, n'avait pas abouti en 2016. Depuis neuf mois, l'État et les élus locaux accompagnent le dialogue entre un nouveau repreneur, Henri Bréban, et la transmission d'Arjowiggins, Sequana, propriétaire du site. La mortification de la cession semblait faire obstacle à la reprise. Mais un compromis a récemment été trouvé. Le site devrait être cédé pour 2,1 millions d'euros. Le projet industriel d'Henri Bréban prévoit d'une part la fabrica-



La reprise d'Arjowiggins à Wizernes doit aboutir dans les plus brefs délais, car l'autorisation d'exploitation expirera fin juin. PHOTO ARCHIVES STEPHANE MONTAGNE

tion de papier pour cartons ondulés et d'autre part le travail de découpe pour les producteurs papetiers. L'investissement se monte à un peu plus de 20 millions d'euros et doit permettre la création de 80 emplois au fur et à mesure du développement de l'activité et jusqu'à 120 emplois sur trois ans.

Hier soir, la communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer a voté, à l'unanimité, en faveur d'une aide au projet de reprise d'un montant de 900 000

euros. La Région devrait faire de même mardi pour un montant de 1,3 million d'euros. Soit 3,2 millions d'euros d'aides publiques si on ajoute 1 million d'euros de l'État. Le plateau est atteint. « Ce territoire qui croit et vit de l'industrie veut continuer à vivre de l'industrie », a déclaré François Decoster, président de la CADSO et vice-président du conseil régional. Un message à l'attention des banques qu'il reste à convaincre avant fin juin, et l'expiration de l'autorisation d'exploitation. ■

## Dans l'expectative depuis quatre ans

**Avril 2014.** Le groupe Sequana annonce la restructuration des divisions graphiques et papeter de création d'Arjowiggins. Son usine de Wizernes qui perd de l'argent doit fermer en juin 2015.

**Octobre 2014.** Sequana lance le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), première étape du processus qui mène aux licenciements.

**Juin 2015.** L'usine de Wizernes s'arrête, touchant 150 salariés ; 300 emplois directs licenciés et 150 emplois indirects auprès d'entreprises de transport, sous-traitance, maintenance...

**Mars 2016.** Le projet de reprise d'Arjowiggins Wizernes, porté par un ancien directeur du site et un groupe finlandais, tombe à l'eau car il est conditionné au rachat de la papeterie Stora Enso de Corbeil qui ne se fait pas.

**Janvier 2017.** Les élus de l'agglomération de Saint-Omer dévoilent un projet de reprise partielle du site papeter Arjowiggins. Le nouveau projet de reprise s'appuie sur un repreneur local, Henri Bréban, par ailleurs patron d'Express Packaging à Arques.

**Février 2018.** Sequana n'est pas décidée à céder le site « pour rien ». La CGT d'Arjowiggins réclame aux élus locaux une préemption du site. Les négociations, en lien avec les ministères, se poursuivent dans l'ombre, avec la nécessité d'aboutir avant fin juin et l'expiration de l'autorisation d'exploitation de l'usine.

Depuis le début, une poignée d'anciens salariés et syndicalistes n'ont eu de cesse de veiller sur l'outil industriel, en occupant l'usine afin d'éviter son démantèlement. ■ M.C.

## Quel avenir pour nos territoires ?

**LILLE.** Le Cercle des économistes pilote aujourd'hui une après-midi de débats autour de l'avenir économique des territoires. L'intérêt de cette rencontre tient à la participation de dix-sept cercles de réflexions spécialisés dans l'économie et le social, des plus libéraux aux plus progressistes, avec des représentants de COF-Rexexcole, des communistes alter, d'ATAC, de l'Institut de l'entreprise, de l'Institut Montaigne, de Terre Neva, de la Fondation Jean-Jaurès (avec le grand géographe Hervé Le Bras) ou de la Fabrique de l'industrie. Ce débat traitera des enjeux du numérique, de la décentralisation, des aides publiques, de la métropole, etc. Ouvert à tous, il est gratuit et aura lieu de 14 h à 18 h au Nouveau-Siècle, place Mendès-France à Lille. Il sera inauguré par Philippe Vasseur (notre photo), ancien président de la chambre régionale de commerce et d'industrie et actuel président de la Rev3 (troisième révolution industrielle). ■ Y.B.  
Programme et inscriptions sur [www.la-fabrique.fr](http://www.la-fabrique.fr)



## ÉCO RÉGION

### UNIS CONTRE LA « FERME-USINE DES 1 000 VACHES »

**AMIENS.** Et « unis contre l'industrialisation de l'agriculture et la répression syndicale », plaident les responsables de la Confédération paysanne. Le syndicat agricole fera partir des bus le 31 mai au départ de Lille, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer et Wailly-Baucamp en direction du tribunal d'Amiens qui devra déterminer les sanctions financières contre certains militants indésirables dans la ferme de Drucat fondée près d'Abbeville par

### UNE CONFÉRENCE SUR L'ENTREPRISE À MISSION

**MARCO-EN-BAROEUL.** Le réseau Alliances et la communauté SoBizHub organisent une demi-journée autour de la thématique : « Entreprise à mission : l'innovation sociale, un levier pour se lancer ». Une conférence-débat sur l'entreprise à mission sera l'occasion d'un panorama international et régional des entreprises pionnières de ce nouveau modèle. Cette manifestation aura lieu le mercredi 30 mai de 9 h à 12 h 45 à la Cité des échanges. L'entrée est gratuite sur inscription : <https://bit.ly/2reWfel>

### LA GRANDE RÉCRÉ VA FERMER 53 MAGASINS

**RÉGION.** Le groupe français ludendo, propriétaire de l'enseigne de jouets La Grande Récré, va fermer 53 magasins sur les 252 que compte la chaîne en France, a déclaré hier un porte-parole de la société placée en redressement judiciaire depuis mars. La région compte trois enseignes, à Dunkerque, Hautmont et Bruay-la-Buissière, trois magasins dont on ne sait pas encore s'ils seront touchés.